



2/6 rue Coquillière – Paris (1^{er})

IMMORENTE

Société Civile de Placements Immobiliers

Société Civile de Placement Immobilier à capital variable

BULLETIN D'INFORMATION N°100

4^e trimestre 2013

Validité du bulletin : 1^{er} janvier au 31 mars 2014

« Les équipes de SOFIDY sont heureuses de vous présenter leurs meilleurs vœux pour cette nouvelle année et profitent de l'occasion pour vous remercier de la confiance que vous nous accordez depuis de longues années. L'année 2013 s'est achevée avec de très bonnes performances pour votre SCPI qui permettent de confirmer une progression du dividende par part à 16,80 € contre 16,50 € l'année précédente. L'année 2014 démarre avec la nécessaire mise en conformité de votre SCPI à la Directive dite AIFM dont les enjeux et conséquences vous ont été présentés lors de l'envoi du précédent bulletin. A ce titre nous vous informons que l'Assemblée Générale Extraordinaire sera convoquée début mars pour vous soumettre l'ensemble des dispositions nouvelles à adopter. Encore une excellente année à toutes et tous ! »

Jean-Marc PETER, Directeur Général

EVOLUTION DU CAPITAL – IMMORRENTE est une SCPI à capital variable

Au cours du quatrième trimestre 2013, 186 114 parts nouvelles ont été souscrites et 30 325 retirées, soit une collecte brute de 59 556 480 € et une collecte nette de retraits de 50 822 880 €.

Le nombre d'associés au 31 décembre 2013 est de **19 421**.

Le montant des capitaux collectés pour les 186 114 parts nouvelles souscrites au cours du trimestre se ventile en :

Nominal : 28 289 328 €
 Prime d'émission : 31 267 152 €
Montant collecté : 59 556 480 €

	Nouvelles parts souscrites	Retraits de parts	Cessions de parts	Nombre de parts en attente de cession	Cumul parts souscrites	Cumul capital nominal en €	Cumul capitalisation (prix de souscription x nombre de parts) en €
Cumul au 31.12.12					5 102 264	775 544 128	1 632 724 480
1 ^{er} trimestre 2013	128 614	20 088	1 199	0	5 210 790	792 040 080	1 667 452 800
2 ^e trimestre 2013	131 084	29 559	400	0	5 312 315	807 471 880	1 699 940 800
3 ^e trimestre 2013	147 322	24 972	686	0	5 434 665	826 069 080	1 739 092 800
4 ^e trimestre 2013	186 114	30 325	1 010	0	5 590 454	849 749 008	1 788 945 280
Total	593 134	104 944	3 295	0	5 590 454	849 749 008	1 788 945 280

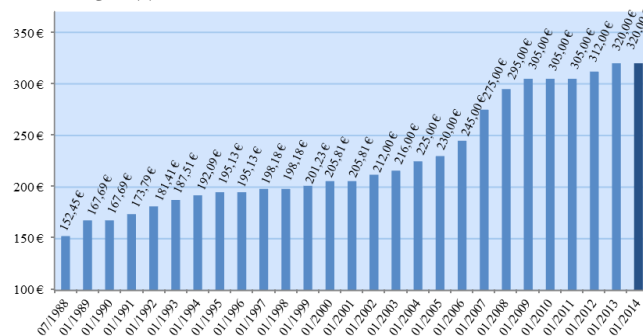
PRIX DE LA PART

PRIX DE SOUSCRIPTION ET PRIX DE RETRAIT

Le 17 septembre 2012, le prix de souscription de la part a été porté de 312 € à 320 € et le prix de retrait de 280,80 € à 288 €.

En € par part	Prix en vigueur depuis le 17 septembre 2012
Valeur Nominale	152,00 €
Prime d'émission	168,00 €
Prix de souscription	320,00 €
Commission de souscription	-32,00 €
Prix de retrait	288,00 €

HISTORIQUE DU PRIX DE SOUSCRIPTION AU 1^{ER} JANVIER



PERFORMANCES FINANCIERES

L'acquisition de parts de SCPI doit nécessairement se concevoir sur le long terme. Aussi, la Société de Gestion communique désormais non seulement sur le taux de distribution mais également sur le taux de rendement interne (TRI) sur de longues périodes. Le TRI exprime la performance annuelle moyenne pour un épargnant, en prenant en compte le prix de revient de son placement, l'ensemble des dividendes perçus au cours de la période de placement et le prix de retrait en vigueur au moment de sa sortie (mais en excluant sa fiscalité propre).

SUR PLUSIEURS EXERCICES

Taux de rentabilité interne (TRI)	
Au 31 décembre 2013	
sur 10 ans	9,26%
sur 15 ans	9,36%
sur 20 ans	8,74%
depuis l'origine	9,73%

SUR UN EXERCICE

En € par part ayant pleine jouissance	2012	2013
(a) Dividende brut avant prélèvement libératoire au titre de l'année	16,50	16,80
dont acompte exceptionnel (prélèvement sur la réserve des plus-values)	1,38	1,20
dont prélèvement sur le report à nouveau	-	-
(b) Prix de part acquéreur moyen pondéré de l'année	313,76	320,00
Taux de distribution sur valeur de marché : (DVM) = (a)/(b)	5,26%	5,25%
Prix de la part acquéreur moyen sur l'année N-1	308,87	313,76
Prix de la part acquéreur moyen sur l'année N	313,76	320,00
Variation du prix moyen acquéreur de la part :	+ 1,58%	+ 1,99%



DISTRIBUTION DES REVENUS PAR PART

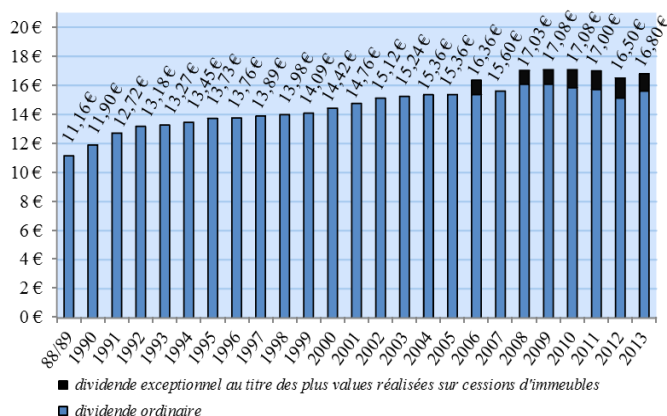
ACOMPTES DE L'EXERCICE

	2012	2013	Date paiement
Acompte 1 ^{er} trimestre	3,51 €	3,51 €	Fin avril
Acompte 2 ^{ème} trimestre	3,54 €	3,54 €	Fin juillet
Acompte 3 ^{ème} trimestre	3,57 €	3,57 €	Fin octobre
Acompte 4 ^{ème} trimestre	4,50 €	4,98 €	Fin janvier
Acompte exceptionnel ⁽¹⁾	1,38 €	1,20 €	Décembre
Dividende annuel par part	16,50 €	16,80 €	
Taux de distribution ⁽²⁾	5,26 %	5,25 %	

(1) prélevé sur les plus-values réalisées sur cessions d'immeubles ;

(2) dividende brut avant prélèvement libératoire versé au titre de l'année N (y compris acompte exceptionnel) rapporté au prix de part acquéreur moyen de l'année N.

HISTORIQUE DU DIVIDENDE ANNUEL



Malgré une conjoncture difficile, les résultats de la SCPI permettent de distribuer un dividende annuel global de 16,80 € par part, en progression de + 1,8 % par rapport à 2012, tout en dotant le report à nouveau. Rapporté au prix de la part acquéreur moyen de l'année 2013, ce dividende procure une rentabilité de 5,25 %.

La Société de Gestion versera, fin janvier 2013, le quatrième acompte ordinaire sur dividende de l'exercice, soit 4,98 € pour une part de pleine jouissance sur l'année 2013, soit 4,98 € après prélèvements sociaux sur les produits financiers pour les associés personnes physiques et 4,97 € après prélèvement obligatoire non libératoire sur les produits financiers (sauf dispense).

DIVIDENDE ORDINAIRE EXERCICE 2013 PAR PART ET PAR MOIS DE JOUISSANCE (en € selon la date de souscription)

	avant le 31/10/12	nov-12	déc-12	janv-13	fév-13	mars-13	avr-13	mai-13	juin-13	juil-13	août-13	sept-13	oct-13	nov-13	déc-13
1T13	3,51	2,34	1,17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2T13	3,54	3,54	3,54	3,54	2,36	1,18	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3T13	3,57	3,57	3,57	3,57	3,57	3,57	3,57	2,38	1,19	0	0	0	0	0	0
4T13	4,98	4,85	4,72	4,59	4,47	4,35	4,23	4,12	4,01	3,90	2,60	1,30	0	0	0
TOTAL	15,60	14,30	13,00	11,70	10,40	9,10	7,80	6,50	5,20	3,90	2,60	1,30	0	0	0

INVESTISSEMENTS DU TRIMESTRE

Les investissements du quatrième trimestre 2013 se sont élevés à 34,6 millions d'euros et ont porté sur :

- un immeuble de bureaux multilocataires situé avenue André Morizet à Boulogne-Billancourt (92) pour un prix de revient de 31,1 millions d'euros. Cet immeuble est loué à des locataires de premier plan dont la Française des Jeux et la région Ile-de-France ;
- une surface commerciale de centre-ville située place du Môle à Braine-l'Alleud (à environ 20 km au sud de Bruxelles en Belgique) pour un prix de revient de 2,5 millions d'euros. Cet ensemble est composé de trois surfaces commerciales louées aux enseignes Carrefour Market, Zeeman et à une parfumerie ;
- un commerce de centre-ville situé rue de Grenelle à Paris (7^e), loué à une enseigne de prêt-à-porter, pour un prix de revient de 1,0 million d'euros.

Type ⁽¹⁾	Adresse	Locataires / Activité	Surface m ²	Prix d'acquis. frais inclus	Date d'achat
CCV	37 rue de Grenelle - PARIS (7 ^e)	Daviway LDA / Prêt-à-porter	50	1 029 100 €	02/12/13
BUR	62 bis avenue A. Morizet - BOULOGNE-BILLANCOURT (92)	10 locataires / Jeux de hasard, conseil régional, conseil en ingénierie et IT, groupe pharmaceutique, ...	6 264	31 095 850 €	11/12/13
CCV	Place du Môle, 24 - BRAINE-L'ALLEUD (Belgique)	3 locataires / Distribution alimentaire, prêt-à-porter, parfumerie	2 054	2 484 342 €	27/12/13
TOTAL			8 368	34 609 292 €	

(1) CCV : Commerce de centre-ville ; BUR : Bureaux ; MSP : Moyenne Surface de Périphérie ; GCC : Galerie de Centre Commercial

La rentabilité immédiate moyenne des investissements réalisés au cours de ce trimestre s'élève à 7,2 % (5,9 % depuis le début de l'exercice).

A ces actes signés s'ajoutent des engagements d'acquisitions (promesses ou engagements fermes signés) pour un montant de 77,0 millions d'euros au 31 décembre 2013.

VALORISATION DU PATRIMOINE ET SITUATION LOCATIVE

ARBITRAGES

Au cours du 4^e trimestre 2013 les ventes font ressortir un prix net vendeur global de 2 925 K€ et une plus-value nette globale de 1 629 K€ :

- deux appartements situés rue de Provence à Paris (9^e) et grande rue de la Croix-Rousse à Lyon (69) ont été cédés pour un prix net vendeur global de 660 K€, dégageant une plus-value nette globale de 294 K€ ;
- deux commerces de centre-ville situés avenue de Clichy à Paris (17^e) et rue de Rochechouart à Paris (9^e) ont été cédés pour un prix net vendeur global de 2 095 K€, dégageant une plus-value nette globale de 1 352 K€ ;
- une surface de bureaux de 200 m² située rue de Londres à Villejust (91), et vacante depuis 2010, a été cédée pour un prix net vendeur de 170 K€, dégageant une moins-value de 17 K€.

Les arbitrages réalisés depuis le début de l'exercice se résument de la manière suivante :

Total des prix de vente	Total des plus-values (nettes de fiscalité)	Total des valeurs d'expertise (au 31 décembre 2012)	Total des prix de vente vs Total des valeurs d'expertise
25 154 495 €	10 051 573 €	20 305 365 €	+ 23,9 %

Au 31 décembre 2013, votre SCPI est par ailleurs engagée (promesses ou engagements fermes signés) dans la cession d'actifs pour un montant de 4,9 millions d'euros net vendeur.

TAUX D'OCCUPATION

Le taux d'occupation financier moyen du quatrième trimestre 2013 s'établit à **93,11 %**. Ce taux est déterminé par le rapport entre le montant des loyers facturés et le montant qui serait facturé si tout le patrimoine était loué.

1T13	2T13	3T13	4T13
94,26 %	93,57 %	93,48 %	93,11 %

La quote-part due aux indemnités compensatrices de loyers dans le taux d'occupation financier s'élève à 1,68 %.

Le taux d'occupation physique moyen du quatrième trimestre 2013 des locaux s'établit à **90,94 %**. Ce taux est déterminé par le rapport entre la surface totale louée au cours du trimestre et la surface totale des immeubles si tous étaient loués.

LOCAUX LOUES OU RELOUES AU COURS DU TRIMESTRE

- 8 commerces de centre-ville ou en milieu urbain pour 794 m² ;
- 1 moyenne surface de périphérie pour 743 m² ;
- 1 cellule de galerie commerciale pour 55 m² ;
- 7 surfaces de bureaux pour 3 173 m² ;
- 37 places de parking.

LOCAUX VACANTS AU 31 DECEMBRE 2013

- 46 commerces de centre-ville ou milieu urbain pour 12 663 m² ;
- 41 moyennes surfaces de périphérie représentant 34 068 m² ;
- 28 cellules de galeries commerciales pour 2 273 m² ;
- 47 surfaces de bureaux représentant 24 414 m² ;
- 35 appartements représentant une surface de 3 057 m² ;
- 1 surface d'activité pour 561 m².

GESTION LOCATIVE

Les actions menées par la gestion locative depuis le début de l'exercice sont résumées dans le tableau ci-dessous (hors indexation) :

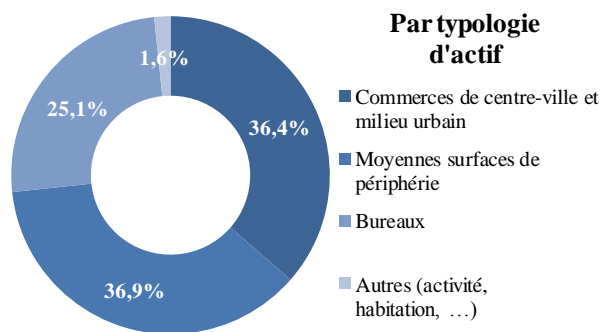
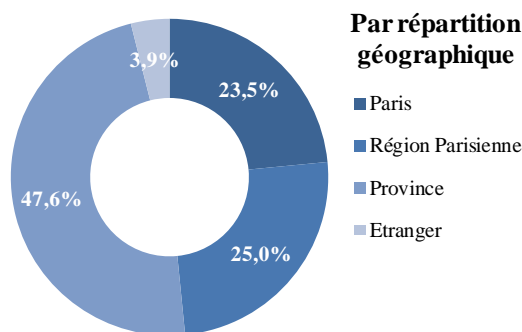
Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2013	Nombre	Surface en m ²	Loyers annuels précédents	Loyers annuels obtenus
Renouvellements de baux	56	25 505	3 373 298 €	3 408 372 €
Relocations	51	12 411	1 808 427 €	1 557 239 €
Désécialisations	9	1 118	259 320 €	259 320 €
TOTAL			5 441 044 €	5 224 930 €
Locations	3	1 027	-	184 000 €
Indemnités de désécialisation ou droit d'entrée				264 250 €

Le montant des loyers encaissés au cours du quatrième trimestre 2013 s'élève à 24 902 443 €.

COMPOSITION DU PATRIMOINE AU 31 DECEMBRE 2013

(Par référence à la valeur d'expertise au 31 décembre 2012 ou, à défaut, au prix d'acquisition hors droits et hors frais)

Valeur estimée du patrimoine : 1 531 M€



POINT SUR L'ENDETTEMENT AU 31 DECEMBRE 2013

Dettes bancaires	% dette / valeur du patrimoine	Taux moyen des emprunts au 31 décembre 2013	Répartition		Durée de vie résiduelle moyenne
			taux fixe (ou variable couvert)	taux variable	
74,2 M€	4,8 %	3,03 %	74,8 %	25,2 %	12 ans et 3 mois

Conformément à la 10^e résolution de l'Assemblée Générale du 11 juin 2013, le montant total des dettes financières pouvant être contracté par votre SCPI est plafonné à 250 M€.

FISCALITE

Ce paragraphe expose la fiscalité applicable aux associés assujettis à l'impôt sur le revenu. Les personnes physiques qui ont investi dans IMMORENTE à travers un contrat d'assurance-vie ne sont notamment pas concernées par le présent paragraphe, l'assurance-vie faisant l'objet d'une fiscalité distincte.

FISCALITE DES REVENUS

Nous rappelons aux associés personnes physiques qu'ils sont imposés non pas sur les dividendes versés, mais sur les revenus perçus par la SCPI. Ces revenus sont de deux catégories :

- des revenus fonciers provenant des loyers encaissés,
- des revenus financiers issus des placements de trésorerie.

Pour les **revenus fonciers**, le montant net à déclarer est déterminé par la Société de Gestion (charges déductibles pour leurs montants réels). Les personnes physiques à la fois associées de SCPI et propriétaires d'immeubles nus peuvent bénéficier du régime microfoncier à condition que leur revenu brut foncier annuel n'excède pas 15 000 €. Dans cette hypothèse, l'abattement forfaitaire s'établit à 30 %.

Pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, suite à l'adoption de la loi de finances 2013, les **revenus financiers** sont désormais, sauf exceptions, soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Cette loi supprime donc l'option pour le prélèvement libératoire et instaure, à compter du 1^{er} janvier 2013, un **prélèvement obligatoire non libératoire**, au taux de 24 %, que la Société de Gestion prélève désormais avant distribution. Ce prélèvement s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il est opéré. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué par l'administration fiscale sous forme d'un crédit d'impôt. Toutefois, les associés personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année précédant le paiement de ces revenus financiers est inférieur à 25 000 € pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs, et à 50 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune, **peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement**. Cette demande prend la forme d'une attestation sur l'honneur qui doit être adressée à la Société de Gestion chaque année au plus tard le 30 novembre, pour une prise en compte au titre de l'année suivante. Dans tous les cas, s'ajoutent à l'impôt sur les revenus financiers, les **prélèvements sociaux**, actuellement au taux de 15,5%, prélevés par la Société de Gestion avant distribution et versés directement à l'Administration Fiscale.

FISCALITE DES PLUS-VALUES

Les plus-values sur cessions ou retraits de parts :

Les modalités d'imposition des plus-values immobilières ont été modifiées pour les cessions réalisées à compter du 1^{er} septembre 2013. Depuis cette date, il existe deux barèmes d'abattement :

- au titre de l'impôt sur le revenu, la plus-value brute bénéficie d'un abattement progressif de 6 % par an entre la 6^e et la 21^e année de détention et de 4 % pour la 22^e année (permet une exonération totale d'impôt sur le revenu au-delà de 22 ans).
- au titre des prélèvements sociaux, la plus-value brute est réduite d'un abattement progressif de 1,65 % par an entre la 6^e et la 21^e année, de 1,60 % pour la 22^e année et de 9 % par an entre la 23^e et la 30^e année de détention (permet une exonération totale des prélèvements sociaux au-delà de 30 ans).

La loi de Finance 2013 a instauré par ailleurs une taxe additionnelle sur les plus-values immobilières dépassant le seuil de 50 000 €. Ce seuil s'apprécie après prise en compte de l'abattement pour durée de détention applicable pour l'imposition forfaitaire au taux actuellement en vigueur de 19 % et individuellement au regard de la quote-part de chaque concubin, partenaire de Pacs, membre du couple marié. En cas de franchissement de ce seuil, cette taxe s'élève à 2 % de la plus-value nette jusqu'à 50 000 € puis augmente de 1 % à chaque tranche de 50 000 € jusqu'à 250 000 € avec un système de décote pour chaque entrée de seuil. A partir du seuil de 260 000 €, la taxe additionnelle est plafonnée à 6 % de la plus-value nette.

En cas de cession de parts effectuée sans l'intervention de la Société de Gestion, le cédant règle directement son impôt sur les plus-values éventuellement imposables à la recette des impôts de son domicile ou de son siège social. Le cédant justifie de ce paiement à la Société de Gestion. Le dossier de cession doit être accompagné d'un chèque d'un montant de 120,00 € TTC établi à l'ordre de la Société de Gestion SOFIDY correspondant aux frais de mutation.

En cas de retrait de parts, la Société de Gestion calcule le montant de la plus-value imposable éventuellement réalisée et verse l'éventuel impôt directement à l'administration fiscale. Le montant remboursé à l'associé est alors égal au montant du prix de retrait en vigueur diminué de l'impôt sur les plus-values immobilières.

Les plus-values sur cessions d'immeubles réalisées par la SCPI :

Pour les associés soumis à l'impôt sur le revenu, l'impôt, déterminé selon les mêmes règles que celles exposées ci-dessus pour les cessions de parts, est prélevé à la source par le notaire sur le prix de vente.

Pour les cessions d'immeubles intervenant entre le 1^{er} septembre 2013 et le 31 août 2014, un abattement exceptionnel complémentaire de 25 % est appliqué pour la détermination des bases imposables au titre de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux.

NON RESIDENTS

La 2nd Loi de Finance Rectificative pour 2012 a instauré pour les revenus et les plus-values issus d'immeubles sis en France et réalisées par des non-résidents une soumission aux prélèvements sociaux au taux de 15,5 %. Cette disposition entre en vigueur de manière rétroactive au 1^{er} janvier 2012 pour les revenus fonciers perçus.

IMPOT DE SOLIDARITE SUR LA FORTUNE

Concernant la valeur ISF à déclarer à l'administration fiscale, la Société de Gestion précise que la valeur prise en compte par la profession est généralement la valeur de retrait de la part, l'associé restant libre et responsable de ses déclarations fiscales. Pour information, la valeur de retrait au 1^{er} janvier 2014 s'établit à **288,00 €**.

INFORMATIONS DIVERSES

MINIMUM DE SOUSCRIPTION

Tout nouveau souscripteur doit acquérir un minimum de 4 parts. Par contre, les associés anciens peuvent souscrire un nombre inférieur.

MODALITES DE SORTIE

Il est tenu au siège de la société et à la disposition des tiers, un registre où sont recensées les demandes de retrait et les offres de cession de parts. Les associés qui souhaitent se retirer de la société disposent de deux moyens :

- **Remboursement des parts (retrait)** demandé par lettre recommandée à la Société de Gestion, dûment signée de l'ensemble des titulaires des parts et accompagnée de l'original d'attestation de parts, dans le cadre de la variabilité du capital. Le prix de retrait est égal au dernier prix de souscription en vigueur diminué de la commission de souscription. Les demandes de retrait sont remboursées en fin de mois à condition que l'ensemble de la documentation soit complétée et réceptionnée 2 jours ouvrés avant le dernier jour du mois.
- **Vente des parts** en cherchant eux-mêmes un acheteur. Les parts peuvent être librement cédées entre associés, et entre associés et tiers, sans autre intervention de la Société de Gestion que la régularisation des cessions sur le registre des associés et des transferts, après justification par le cédant du paiement des droits d'enregistrement et du paiement de l'éventuel impôt sur les plus-values. La société ne garantit pas la revente des parts.

FRAIS DE MUTATION DE PARTS

Conformément à l'approbation par l'Assemblée Générale du 9 juin 2011 de la résolution n°11, la Société de Gestion perçoit depuis le 1^{er} octobre une rémunération forfaitaire de 100 € HT soit 120,00 € TTC pour toute cession de parts et toute mutation (cession de gré à gré, succession, donation, divorce...). La Société de Gestion a choisi de percevoir cette rémunération par dossier et non par ayant droit.

AUTRES INFORMATIONS

Les demandes de changements d'adresse doivent être adressées à la Société de Gestion accompagnées d'un justificatif de domicile de moins de trois mois.

L'acquisition de parts n'est pas possible pour les clients, personnes morales ou physiques, qui en raison de leur nationalité, de leur résidence, de leur siège social, ou de leur lieu d'immatriculation, relèvent d'un droit étranger qui impose à SOFIDY des restrictions ou des obligations spécifiques quant à la commercialisation et la promotion de ses produits. Les informations relatives à la SCPI IMMORENTE publiées par SOFIDY ne constituent en aucune manière une sollicitation en vue de l'achat de parts par des ressortissants ou résidents de certains pays, dont notamment les Etats-Unis d'Amérique.

Vous pouvez retrouver les statuts, la note d'information et le présent bulletin trimestriel d'information sur le site internet IMMORENTE en vous connectant sur www.immorente.com. Vous y trouverez également le détail de la composition du patrimoine de la société.

Appel à candidature : Lors de la prochaine Assemblée Générale d'IMMORENTE qui se tiendra le 11 juin 2014, le tiers du Conseil de Surveillance sera mis en renouvellement. Les associés qui souhaitent faire acte de candidature sont invités à le faire par écrit, leur courrier devant parvenir à la Société de Gestion avant le 1^{er} mars 2014.

Nature de la Société :

Visa de l'AMF délivré sur la note d'information :

Agrément de SOFIDY par l'AMF :

Siège social :

Responsable de l'information :

Société Civile de Placements Immobiliers

SCPI N°95-13 du 7 août 1995 actualisée en février 2013

GP N° 07000042 du 10 juillet 2007

303 square des Champs Elysées – 91026 EVRY CEDEX

M. Jean-Marc PETER - SOFIDY

303 square des Champs Elysées – 91026 EVRY CEDEX

Tél. : 01 69 87 02 00 – Fax. : 01 69 87 02 01

COUPON DE DEMANDE D'INFORMATION

A adresser à votre conseiller habituel ou à retourner à SOFIDY - 303 square des Champs Elysées - 91026 EVRY Cedex

✂-----

Si vous-même, ou un de vos proches, êtes intéressés par les SCPI gérées par SOFIDY, renvoyez nous le coupon ci-dessous.

Je souhaite recevoir une documentation sur la SCPI :

IMMORENTE

IMMORENTE 2

EFIMMO

SOFIPIERRE

CIFOCOMA

CIFOCOMA 2

NOM :

Prénom :

Adresse :

Téléphone :